

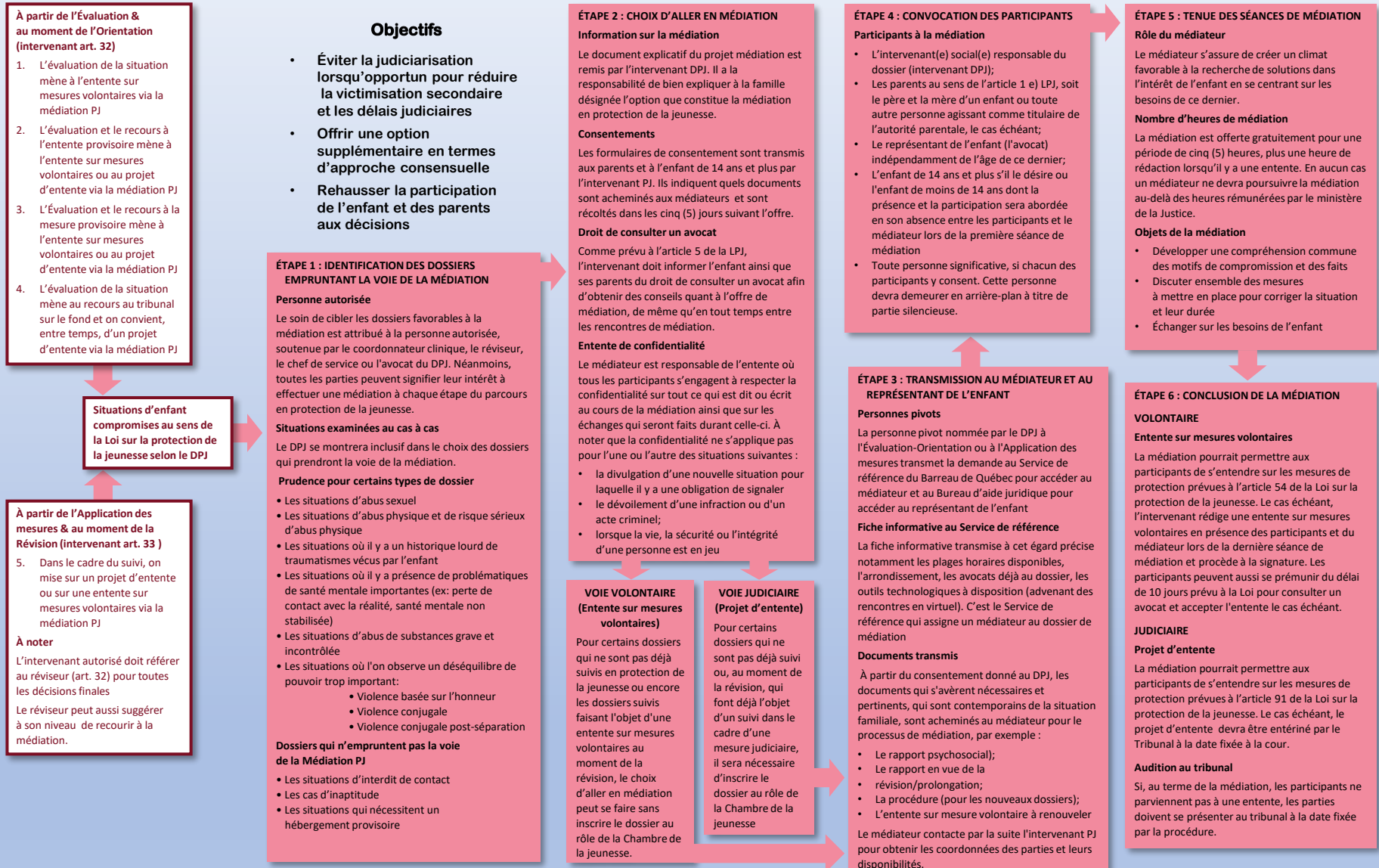
# MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE



[Lien vers présentation du Projet pilote \(PREZI\)](#)

[Lien vers présentation structure, rôles, responsabilités](#)

## La médiation dans le processus d'intervention en protection de la jeunesse



**IMPORTANT:** La médiation en protection de la jeunesse est un processus volontaire impliquant que les parents ou l'enfant de 14 ans ou plus ont le choix d'accepter ou de refuser d'y participer en tout temps

# MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE



Situations d'enfant  
compromises au sens de  
la Loi sur la protection de  
la jeunesse, selon le DPJ

À partir de l'Application des  
mesures & au moment de la  
Révision (intervenant art. 33 )

5. Dans le cadre du suivi, on  
mise sur un projet d'entente  
ou sur une entente sur  
mesures volontaires via la  
médiation PJ

## À noter

L'intervenant autorisé doit référer  
au réviseur (art. 32) pour toutes  
les décisions finales

Le réviseur peut aussi suggérer  
à son niveau de recourir à la  
médiation.

À partir de l'Évaluation &  
au moment de l'Orientation  
(intervenant art. 32)

1. L'évaluation de la situation  
mène à l'entente sur  
mesures volontaires via la  
médiation PJ
2. L'évaluation et le recours à  
l'entente provisoire mène à  
l'entente sur mesures  
volontaires ou au projet  
d'entente via la médiation PJ
3. L'Évaluation et le recours à la  
mesure provisoire mène à  
l'entente sur mesures  
volontaires ou au projet  
d'entente via la médiation PJ
4. L'évaluation de la situation  
mène au recours au tribunal  
sur le fond et on convient,  
entre temps, d'un projet  
d'entente via la médiation PJ

## ÉTAPE 1 : L'IDENTIFICATION DES DOSSIERS EMPRUNTANT LA VOIE DE LA MÉDIATION



### Personne autorisée

Le soin de cibler les dossiers favorables à  
la médiation est attribué à la personne  
autorisée, soutenue par le coordonnateur  
clinique, le réviseur, le chef de service ou  
l'avocat du DPJ.

Néanmoins, toutes les parties peuvent  
signifier leur intérêt à effectuer une  
médiation à chaque étape du parcours en  
protection de la jeunesse.

### Situations examinées au cas à cas

Le DPJ se montrera inclusif dans le choix  
des dossiers qui prendront la voie de la  
médiation.



### Dossiers qui n'empruntent pas la voie de la Médiation PJ

- Les situations d'interdit de contact
- Les cas d'inaptitude
- Les situations qui nécessitent  
un hébergement provisoire



### Prudence pour certains types de dossier

- Les situations d'abus sexuel
- Les situations d'abus physique et de  
risque sérieux d'abus physique
- Les situations où il y a un historique lourd  
de traumatismes vécus par l'enfant
- Les situations où il y a présence de  
problématiques de santé mentale  
importantes (ex: perte de contact avec la  
réalité, santé mentale non stabilisée)
- Les situations d'abus de substances grave  
et incontrôlée
- Les situations où l'on observe un  
déséquilibre de pouvoir trop important:
  - Violence basée sur l'honneur
  - Violence conjugale
  - Violence conjugale post-séparation

# MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE



## ÉTAPE 2 : LE CHOIX D'ALLER EN MÉDIATION

### Entente de confidentialité

Le médiateur est responsable de l'entente où tous les participants s'engagent à respecter la confidentialité sur tout ce qui est dit ou écrit au cours de la médiation ainsi que sur les échanges qui seront faits durant celle-ci. À noter que la confidentialité ne s'applique pas pour l'une ou l'autre des situations suivantes :

- la divulgation d'une nouvelle situation pour laquelle il y a une obligation de signaler;
- le dévoilement d'une infraction ou d'un acte criminel;
- lorsque la vie, la sécurité ou l'intégrité d'une personne est en jeu.

### Information sur la médiation

Le document explicatif du projet médiation est remis par l'intervenant DPJ. Il a la responsabilité de bien expliquer à la famille désignée l'option que constitue la médiation en protection de la jeunesse.

### Consentements

Les formulaires de consentement sont transmis aux parents et à l'enfant de 14 ans et plus par l'intervenant PJ. Ils indiquent quels documents sont acheminés aux médiateurs et sont récoltés dans les cinq (5) jours suivant l'offre.

### Droit de consulter un avocat

Comme prévu à l'article 5 de la LPJ, l'intervenant doit informer l'enfant ainsi que ses parents du droit de consulter un avocat afin d'obtenir des conseils quant à l'offre de médiation, de même qu'en tout temps entre les rencontres de médiation.

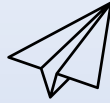
### VOIE VOLONTAIRE (Entente sur mesures volontaires)

Pour certains dossiers qui ne sont pas déjà suivis en protection de la jeunesse ou encore les dossiers suivis faisant l'objet d'une entente sur mesures volontaires au moment de la révision, le choix d'aller en médiation peut se faire sans inscrire le dossier au rôle de la Chambre de la jeunesse.

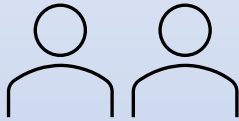
### VOIE JUDICIAIRE (Projet d'entente)

Pour certains dossiers qui ne sont pas déjà suivis ou, au moment de la révision, qui font déjà l'objet d'un suivi dans le cadre d'une mesure judiciaire, il sera nécessaire d'inscrire le dossier au rôle de la Chambre de la jeunesse.

# MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE



## ÉTAPE 3 : LA TRANSMISSION AU MÉDIATEUR ET AU REPRÉSENTANT DE L'ENFANT



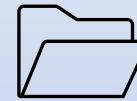
### Personnes pivots

La personne pivot nommée par le DPJ à l'Évaluation-Orientation ou à l'Application des mesures transmet la demande au Service de référence du Barreau de Québec pour accéder au médiateur et au Bureau d'aide juridique pour accéder au représentant de l'enfant



### Fiche informative au Service de référence

La fiche informative transmise à cet égard précise notamment les plages horaires disponibles, l'arrondissement, les avocats déjà au dossier, les outils technologiques à disposition (advenant des rencontres en virtuel). C'est le Service de référence qui assigne un médiateur au dossier de médiation

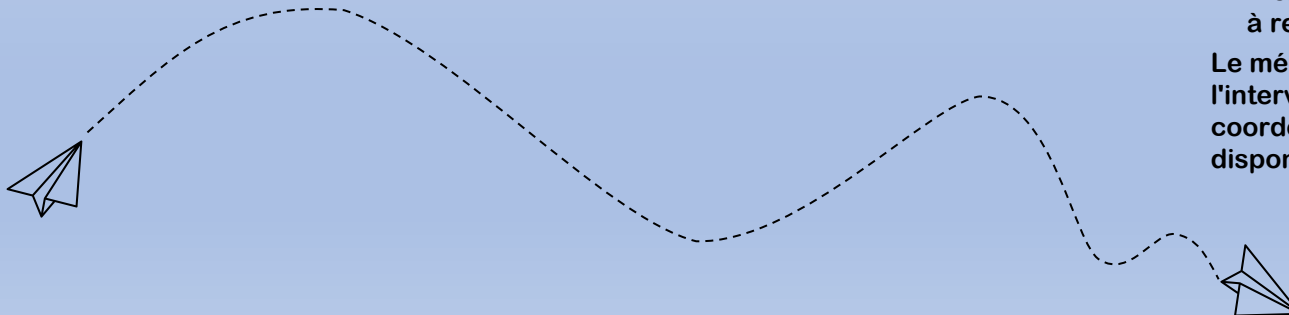


### Documents transmis

À partir du consentement donné au DPJ, les documents qui s'avèrent nécessaires et pertinents, qui sont contemporains de la situation familiale, sont acheminés au médiateur pour le processus de médiation, par exemple :

- Le rapport psychosocial);
- Le rapport en vue de la révision/prolongation;
- La procédure (pour les nouveaux dossiers);
- L'entente sur mesure volontaire à renouveler

Le médiateur contacte par la suite l'intervenant PJ pour obtenir les coordonnées des parties et leurs disponibilités.



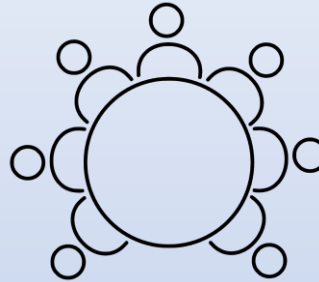
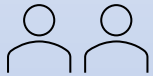
# MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE



## ÉTAPE 4 : LA CONVOCATION DES PARTICIPANTS

### Participants à la médiation

- L'intervenant(e) social(e) responsable du dossier (intervenant DPJ);
- Les parents au sens de l'article 1 e) LPJ, soit le père et la mère d'un enfant ou toute autre personne agissant comme titulaire de l'autorité parentale, le cas échéant;
- Le représentant de l'enfant (l'avocat) indépendamment de l'âge de ce dernier;
- L'enfant de 14 ans et plus s'il le désire ou l'enfant de moins de 14 ans dont la présence et la participation sera abordée en son absence entre les participants et le médiateur lors de la première séance de médiation
- Toute personne significative, si chacun des participants y consent. Cette personne devra demeurer en arrière-plan à titre de partie silencieuse.



## ÉTAPE 5 : LA TENUE DES SÉANCES DE MÉDIATION

### Rôle du médiateur

Le médiateur s'assure de créer un climat favorable à la recherche de solutions dans l'intérêt de l'enfant en se concentrant sur les besoins de ce dernier.



### Nombre d'heures de médiation

La médiation est offerte gratuitement pour une période de cinq (5) heures, plus une heure de rédaction lorsqu'il y a une entente. En aucun cas un médiateur ne devra poursuivre la médiation au-delà des heures rémunérées par le ministère de la Justice.



### Objets de la médiation

- Développer une compréhension commune des motifs de compromission et des faits
- Discuter ensemble des mesures à mettre en place pour corriger la situation et leur durée
- Échanger sur les besoins de l'enfant



# MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE



## ÉTAPE 6 : LA CONCLUSION DE LA MÉDIATION

### VOLONTAIRE

#### Entente sur mesures volontaires

La médiation pourrait permettre aux participants de s'entendre sur les mesures de protection prévues à l'article 54 de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Le cas échéant, l'intervenant rédige une entente sur mesures volontaires en présence des participants et du médiateur lors de la dernière séance de médiation et procède à la signature.

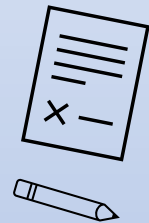
Les participants peuvent aussi se prémunir du délai de 10 jours prévu à la Loi pour consulter un avocat et accepter l'entente le cas échéant.



### JUDICIAIRE

#### Projet d'entente

La médiation pourrait permettre aux participants de s'entendre sur les mesures de protection prévues à l'article 91 de la Loi sur la protection de la jeunesse. Le cas échéant, le projet d'entente devra être entériné par le Tribunal à la date fixée à la cour.



#### Audition au tribunal

Si, au terme de la médiation, les participants ne parviennent pas à une entente, les parties doivent se présenter au tribunal à la date fixée par la procédure.

